

La société italienne, des voies originales

ata, citation and similar papers at core.ac.uk

brought to you

provided by SPIRE - Sciences Po Institut

Marco Oberti

Rendre compte en quelques pages du changement social en Italie depuis un demi-siècle nécessite de privilégier un angle d'attaque et quelques traits saillants. Cela s'impose d'autant plus que, comme aime à le rappeler Arnaldo Bagnasco¹, la société italienne n'est pas seulement complexe, elle est aussi et avant tout compliquée. Je le ferai donc de ma posture de sociologue français ayant observé la société italienne au cours des vingt dernières années dans une perspective comparée avec la société française, en insistant davantage sur les structures sociales et moins sur les institutions et le système politique, beaucoup plus souvent analysés et commentés. Guido Crainz insiste justement dans son texte sur ces derniers aspects qui ont caractérisé la période contemporaine : les « deux Églises », les Années de plomb, la Ligue du Nord, Silvio Berlusconi, la Deuxième République, *etc.* J'insisterai donc plutôt sur quelques caractéristiques sociologiques qui m'apparaissent encore comme de fortes spécificités italiennes comparativement à la société française et à d'autres sociétés européennes.

Ce qui frappe alors, c'est la voie originale empruntée par la, ou plutôt les sociétés italiennes, dans leurs façons d'agencer tradition et modernité, et pas simplement dans le champ politique. L'approche structurelle de cette originalité m'apparaît être une voie privilégiée pour ne pas se contenter des seules analyses, nombreuses, sur la modernisation inachevée de

l'Italie ou son incapacité à élaborer une démocratie avancée, efficace, en mesure de réguler le développement économique du pays. Plus que dans d'autres pays, cette tendance à insister plutôt sur ses « anomalies », son « retard » ou ses faiblesses que sur ses atouts et sa force est typique du discours commun sur l'Italie, qu'il soit tenu par les Italiens eux-mêmes² ou par des observateurs étrangers. La conclusion pessimiste de Guido Crainz sur « l'avenir civique du pays » n'échappe pas à ce registre.

Cela conduit souvent les observateurs italiens à exagérer la cohésion nationale et la recherche de l'intérêt collectif dans les autres sociétés européennes (France et Allemagne tout particulièrement), et à y sous-estimer la force des processus d'individualisation qu'ils considèrent plus profonds et plus pervers dans leur propre société. Au-delà de prises de positions normatives et idéologiques, il est très délicat de répondre sérieusement à la question du caractère moins civique, moins solidaire, plus inégalitaire et corrompu de la société italienne. De même, parler de spécificités ou de voies originales conduit à éviter la référence à un modèle de société européenne, bien difficile d'ailleurs à déterminer³.

(2) Discours difficile à analyser dans ses contradictions entre une revendication d'un État régulateur plus fort, plus efficace, et une forte valorisation de l'indépendance et de l'autonomie des acteurs économiques et privés. Cela n'exprime pas une volonté de « davantage d'État » mais d'un État plus efficace, moins bureaucratique et clientéliste.

(3) Colin Crouch, *Social Change in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999 ; Henri Mendras, *L'Europe des Européens : sociologie de l'Europe occidentale*, Paris, Gallimard, « Folio Actuel », 1997.

(1) Arnaldo Bagnasco, *L'Italia in tempi di cambiamento sociale*, Bologne, Il Mulino, 1996.

Quelle cohérence sociétale ?

Guido Crainz souligne l'intensité et la rapidité du développement économique et de la modernisation de la société italienne à partir des années 1950, étant donné son industrialisation et son unité politique tardives, comparativement à d'autres grands pays européens, mais aussi en raison de forts contrastes socioterritoriaux. Ce miracle économique et la période de crise qui va lui succéder ont été largement analysés par les historiens¹, économistes² et sociologues³. Ces travaux ont permis de dégager des éléments couramment mobilisés par les sciences sociales pour caractériser le cas italien. Je voudrais en rappeler certains et questionner leur permanence.

Alors que la question méridionale et les écarts de développement économique et « civique » entre le Nord et le Sud structuraient profondément les débats sur les mutations de la société italienne, une vision plus complexe va émerger et mettre en évidence une « troisième Italie », celle du Nord-Est et du Centre. La différence entre, d'une part, le triangle industriel (Turin, Milan, Gênes), fortement urbanisé et industrialisé, marqué par une structure de classes et des formes de représentation des intérêts liées à la grande entreprise ; et, d'autre part, le *Mezzogiorno*, encore tourné vers l'agriculture, dépendant de la redistribution publique, à

forte présence de la Mafia et du clientélisme, était caractéristique d'une vision duale du développement économique. La mise en évidence d'une troisième formation sociale, celle des districts industriels, va complexifier la lecture du développement économique et social de l'Italie, et ouvrir de nouvelles perspectives de recherche sur le rapport entre tradition et modernité, sur le capital social et la *civiness*⁴, sur les communautés locales et les subcultures politiques⁵, et sur les formes spécifiques de construction sociale du marché⁶. Dans ces régions, ce dernier se trouve en effet encadré dans des localités fortement structurées par des systèmes de valeurs (identité et solidarité locales, coopération, travail indépendant, transmission familiale, interconnaissance) et des institutions (banques, associations d'entrepreneurs, syndicats, réseaux de villes) qui fonctionnent comme autant de ressources au service du développement économique.

Au-delà du modèle des trois Italie, l'idée de sociétés régionales et de régionalisme l'emporte sur celle de société nationale. Le *Mezzogiorno* apparaît ainsi très contrasté en raison de l'interaction entre l'intervention publique, le développement économique et la Mafia⁷.

Un deuxième point, largement débattu au cours des années 1970 et 1980, était celui d'une présence « anormale » ou « parasitaire » d'une couche de petite bourgeoisie indépendante (commerçants, petites professions libérales,

(1) Paul Ginsborg, *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi : società e politica, 1943-1988*, Turin, Einaudi, 1989 ; *id.*, *L'Italia del tempo presente : famiglia, società civile, Stato, 1980-1996*, Turin, Einaudi, 1998 ; Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana*, Venise, Marsilio, 1992 ; Aurelio Lepre, *Storia della prima Repubblica : l'Italia dal 1942 al 1992*, Bologne, Il Mulino, 1993.

(2) Augusto Graziani (dir.), *L'economia italiana dal 1945 a oggi*, Bologne, Il Mulino, 1979 ; Michele Salvati, *Economia e politica in Italia dal dopoguerra a oggi*, Milan, Garzanti, 1984.

(3) Arnaldo Bagnasco, *Tre Italie : la problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologne, Il Mulino, 1977 ; Alessandro Pizzorno, « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in Fabio-Luca Cavazza et Stephen Graubard (dir.), *Il caso italiano*, Milan, Garzanti, 1974 ; Massimo Paci, *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1973 ; *id.*, *La struttura sociale italiana*, Bologne, Il Mulino, 1982 ; Carlo Carboni (dir.), *Classi e movimenti in Italia*, Bari/Rome, Laterza, 1986.

(4) Robert D. Putnam, *Making Democracy Work : Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993 ; Loredana Sciolla, *Italiani : stereotipi di casa nostra*, Bologne, Il Mulino, 1997 ; Arnaldo Bagnasco et al., *Il capitale sociale : istruzioni per l'uso*, Bologne, Il Mulino, 2001 ; Nicola Negri et Loredana Sciolla (dir.), *Il paese dei paradossi*, Florence, NIS, 1996.

(5) Carlo Trigilia, *Grandi partiti e piccole imprese*, Bologne, Il Mulino, 1986.

(6) Arnaldo Bagnasco, *La costruzione sociale del mercato*, Bologne, Il Mulino, 1988 ; trad. fr., *id.*, *La Construction sociale du marché : le défi de la troisième Italie*, trad. de l'it. par Thierry Berthet et Claudine Marengo, Cachan, Éd. de l'ENS, 1993.

(7) Carlo Trigilia, *Sviluppo senza autonomia*, Bologne, Il Mulino, 1992.

artisans) et une présence territoriale des catégories de la fonction publique inégalement proportionnelle au dynamisme économique, comparativement aux autres sociétés européennes. Cette « anomalie dans le développement » était largement expliquée par la logique clientéliste de la gestion politique des ressources publiques et la recherche du consensus politique¹. Il est certes possible de rattacher ces aspects à la thèse de la modernisation inachevée de la société italienne, mais il est nécessaire de préciser que des éléments comme la faiblesse des élites, de la classe politique et de la haute administration publique, et l'instabilité du système politique trouvent une explication structurelle que la seule condamnation morale a souvent tendance à sous-estimer. La force du texte d'Alessandro Pizzorno est précisément de montrer la rationalité politique et individuelle à entretenir cette logique clientéliste dans un système où celle-ci s'avère particulièrement efficace.

La présence diffuse de l'économie informelle constitue une autre spécificité forte de la société italienne, là aussi souvent rattachée à l'incapacité de l'État à réguler de façon efficace le marché et le droit du travail, et à faire appliquer la fiscalité. Comme pour la plupart des autres particularités de la société italienne présentées comme ses « maux incurables » (la méfiance de l'État, la *combinazione*, la corruption, l'évasion fiscale), une autre interprétation peut être avancée qui énonce un jugement plus positif sur sa flexibilité et sa capacité d'adaptation et montre la place structurelle plus que « culturelle » de l'économie informelle dans la société italienne. Il est possible d'interpréter le recours à l'informel comme une réponse non seulement individuelle mais aussi sociétale à une déficience de la régulation institutionnelle et à une gestion clientéliste qui constituent sans doute des éléments

permettant de donner un peu de consistance à la thèse de l'anomalie italienne.

La puissance, la diversité, la permanence et la réorganisation d'une économie criminelle mafieuse caractérise aussi cette société². Aucune autre société d'Europe continentale ne connaît de formes aussi développées de Mafia, capable de pénétrer le cœur de l'État et de contrôler des pans importants de l'économie, y compris en dehors des territoires d'ancrage traditionnel. Sa présence s'est même, d'une certaine façon, faite plus visible dans des villes du Sud comme Naples, où les désordres urbains et sociaux qu'elle provoque n'ont pas d'équivalent en Europe³.

L'État providence et les services publics sont traditionnellement présentés comme peu développés et résiduels, en particulier dans le domaine des politiques familiales, du logement, de la petite enfance, des politiques sociales en général⁴. Cette faiblesse est souvent associée à la force des solidarités familiales qui fonctionneraient comme un véritable système de protection sociale localisé rendant soutenable le faible niveau d'intervention de l'État⁵. On parle ainsi de *Welfare all'italiana* pour indiquer non seulement l'usage des politiques sociales comme moyen privilégié de formation d'un consensus politique, mais aussi un système dans lequel les aides directes aux familles l'emportent sur la production à large échelle de

(2) Pino Arlacchi, *La Mafia imprenditrice : l'etica mafiosa e lo spirito del capitalismo*, Bologne, Il Mulino, 1983, trad. fr., *id.*, *Mafia et compagnies : l'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, préf. de Jean Ziegler, trad. de l'it. par Alda del Forno, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1986 ; Diego Gambetta, *La mafia siciliana*, Turin, Einaudi, 1992 ; Rocco Sciarrone, *Mafie vecchie, mafie nuove*, Rome, Donzelli, 1998.

(3) Roberto Saviano, *Gomorra : dans l'empire de la Camorra*, Paris, Gallimard, 2007.

(4) Gosta Esping-Andersen, *Social Foundations of Post-Industrial Economies*, Oxford, Oxford University Press, 1999 ; Maurizio Ferrara, *Il welfare in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1984 ; *id.*, *Modelli di solidarietà*, Bologne, Il Mulino, 1993 ; Massimo Paci, *Pubblico e privato nei moderni sistemi di welfare*, Naples, Liguori, 1989.

(5) Chiara Saraceno, *Mutamenti delle famiglie e politiche sociali*, Bologne, Il Mulino, 1998.

(1) Alessandro Pizzorno, *Le radici della politica assoluta*, Milan, Feltrinelli, 1993.

services publics et sociaux¹. Cela explique pour une large part le moindre développement des services à la petite enfance (crèche), de soins (hôpitaux publics et centre de santé bien équipés et reconnus), du logement social et étudiant, des maisons de retraites, *etc.*, avec cependant des contrastes régionaux particulièrement accusés. Les familles, avec ou sans allocations, se retrouvent donc à assumer des tâches (garde-rie et temps périscolaire, logement des jeunes adultes et des personnes âgées) davantage prises en charge par des institutions dans d'autres sociétés européennes.

Cette approche conduit à pointer le côté simplificateur de la thèse du familialisme (« amoral ») réduit à la primauté de l'intérêt du groupe familial sur celui de la société ou d'une communauté plus large. Le familialisme non seulement ne s'oppose pas nécessairement au civisme, à la redistribution publique et au développement économique², mais répond aussi en partie aux déficiences et aux dysfonctionnements de l'État providence, et constitue peut-être un facteur de production de capital social. Ce modèle montre cependant ses limites du point de vue de ce qu'il implique dans les rapports de genre et dans les rapports intergénérationnels. Les jeunes adultes restent fortement dépendants de leurs parents, beaucoup plus longtemps que la plupart des autres jeunes Européens. C'est sans doute aussi l'une des raisons (le marché et la politique du logement en étant une autre) du taux de fécondité si faible dans ce pays, de l'âge reculé à la naissance du premier enfant, et du maintien prolongé des jeunes chez leurs parents³.

Cependant, dans ce domaine comme dans d'autres, les écarts entre régions et villes peu-

vent être considérables, des villes de certaines régions comme l'Émilie-Romagne se situant plutôt au niveau des moyennes de l'Europe continentale (voire étant plus développées dans certains domaines), alors que d'autres régions, en particulier méridionales, restent fortement caractérisées par un État providence résiduel et clientéliste. Cette spécificité italienne a d'ailleurs conduit à enrichir les analyses comparées des régimes d'État providence en introduisant un modèle d'Europe du Sud dont les principaux traits, jusqu'à très récemment, étaient la place centrale du travailleur salarié protégé, le rôle de la famille, l'universalisme des systèmes de santé et la générosité des systèmes de retraite.

Il faut enfin rappeler le poids politique et culturel de l'Église catholique, lié pour une part à la présence du Vatican et à l'inertie des formes traditionnelles de socialisation. Dans aucun autre pays européen, les prises de position du Vatican sont autant diffusées et intégrées dans la gestion du pays, quitte à renforcer des clivages générationnels et idéologiques. Des débats comme ceux récents relatifs à l'avortement ou au pacte d'union civil (DICO) sont révélateurs de cette ingérence et d'un décalage croissant avec les plus jeunes générations. L'opposition entre une subculture démocrate-chrétienne et une subculture rouge (communiste), si structurante durant les années 1970, s'est diluée dans une transformation des identités et des partis politiques. Ces deux ensembles fonctionnaient comme des systèmes de valeurs relativement intégrés et cohérents et étaient relayés par des cadres politiques et locaux bien déterminés. Cela se traduisait par des identités partisans et culturelles homogènes et fortes qui se trouvent largement remises en cause aujourd'hui sous l'effet conjugué d'une moindre politisation et d'une diversification des modes de vie.

(1) Massimo Paci, *op. cit.*, 1989 ; Alberto Martinelli et Antonio M. Chiesi, *La società italiana*, Bari/Rome, Laterza, 2002.

(2) Loredana Sciolla, *op. cit.*

(3) Marco Oberti, « Relations et dépendances familiales : regards comparés sur les étudiants français et italiens », *La Revue de l'OFCE*, 73, avril-juin 2000, p. 259-276.

Modernité traditionnelle versus tradition modernisée mais inégale

Les bases structurelles rappelées précédemment sur lesquelles la société italienne s'est appuyée durant cette phase intense de développement économique ont été décisives et jouent encore un rôle aujourd'hui. Ce point permet aussi de comprendre pourquoi de nombreuses analyses de la société italienne, rédigées après le miracle économique, insistent sur le décalage entre les performances de l'économie et l'incapacité du système politique à l'accompagner et à forger une démocratie avancée. L'expression de Carlo Trigilia « désordre public et dynamisme privé » rend parfaitement compte de la façon dont ce changement a été interprété, en insistant sur les interdépendances entre les deux aspects et leur complexité. C'est aussi une incitation à étudier autant le « dynamisme privé » que le « désordre public »¹.

Diversité socioterritoriale, couche importante de travailleurs indépendants et artisans, clientélisme, économie informelle, criminalité organisée, faible État providence, familialisme, influence de l'Église catholique continuent d'être de fortes spécificités de l'Italie. Si le miracle économique a contribué à homogénéiser l'Italie sur certains aspects (la consommation de masse, le niveau de vie), une forte diversité socio-territoriale, qu'Alberto Martinelli et Antonio M. Chiesi² présentent comme une « *modernizzazione disuguale* », caractérise encore ce pays.

Cette diversité rend délicate toute tentative de présentation sociologique globale de la société italienne. Mais la particularité du modèle de développement italien est sans doute d'avoir rejoint le groupe des pays les plus industrialisés, tout en maintenant des caractéristiques plutôt associées à la tradition. Cette « voie

italienne » est cependant loin d'être linéaire, uniforme et homogène, que ce soit sur le plan économique, politique, culturel ou territorial. Le succès de la « troisième Italie », celle des réseaux de villes moyennes et des districts industriels, constitue sans doute l'exemple le plus pertinent de cette capacité de la société italienne à redéfinir des traits « traditionnels » (identité locale, travail artisanal, structures familiales, culture politique et entrepreneuriale) et à les mobiliser au service du développement économique. Mais dans d'autres contextes comme le *Mezzogiorno*, le maintien et la recomposition d'éléments traditionnels perpétuent des formes illégales et criminelles d'activités liées à la Mafia, et maintiennent des formes de dépendance économique et politique clientélistes.

Les dernières décennies ont également été marquées par un changement radical qui fait aujourd'hui de l'Italie l'un des principaux pays d'immigration en Europe après avoir été pendant plus d'un siècle un pays d'émigration. La Péninsule subit à son tour des processus que d'autres sociétés d'immigration plus ancienne connaissent depuis plus longtemps et avec une plus forte intensité : montée de la xénophobie et du racisme, ségrégation urbaine et scolaire, violences urbaines. Ce changement traverse toute l'Italie qui, là aussi, réagit différemment selon son tissu économique et ses traditions politiques. C'est de toute évidence un enjeu décisif pour ce pays, puisque sa fécondité ne lui garantit plus le renouvellement de sa population.

Marco Oberti, sociologue, est professeur des Universités à Sciences Po et chercheur à l'Observatoire sociologique du changement (OSC). Il a travaillé sur la structure sociale, l'État providence et la diversité socioterritoriale de l'Italie. Ses travaux les plus récents portent sur les classes sociales et les inégalités urbaines et scolaires abordées sous l'angle de la ségrégation. (marco.oberti@sciences-po.fr)

(1) Marco Oberti, « Le paradoxe italien du désordre créatif », *Sociologie du travail*, 38 (1), 1996, p. 1-6.

(2) Alberto Martinelli et Antonio M. Chiesi, *op. cit.*